

Département de la Réunion

Commune de L'Étang-Salé



ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Préalable au projet d'aménagement de bus à haut niveau de service (BHNS), au titre des codes de l'expropriation, l'urbanisme et l'environnement, sur le territoire de la commune de l'Étang-Salé relative à :

- **La déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de bus à haut niveau de service (BHNS) emportant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de l'Étang-Salé,**
- **La cessibilité des terrains nécessaires pour la réalisation des travaux au profit de la CIVIS**

AVIS ET CONCLUSION ENQUÊTE PARCELLAIRE

Arrêté préfectoral : N°2021-2195/SG/DCL du 2 novembre 2021
Enquête publique du 22 novembre 2021 au 22 décembre 2021
Commissaire enquêteur : Béatrice Vittoz

DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Le projet de bus à haut niveau de services (BHNS) est porté par la CIVIS (Communauté intercommunale des Villes Solidaires de la micro région Sud de la Réunion). Il est une phase du déploiement du réseau de transport nouvelle génération NEO sur le territoire de l'intercommunalité.

Dans le cadre du projet d'aménagement de bus à haut niveau de service (BHNS) sur la commune de l'Étang-Salé, et ce afin de permettre une meilleure gestion des arrêts et de régulation des bus. Il a été décidé du réaménagement de l'avenue Raymond Barre sur une distance de 2250 m. La solution proposée comprend l'aménagement de 8 aménagements ponctuels :

CADRE JURIDIQUE

Ce projet est encadré par différents codes que l'autorité organisatrice, l'État représenté par la Préfecture, rappelle sommairement dans son arrêté du 2 novembre 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique, en particulier concernant l'enquête parcellaire :

- Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles : L.1 à 132-4 et R.111-1 à R.132-4, relatifs, aux dispositions générales et particulières à l'utilité publique de certaines opérations, aux dispositions générales concernant la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire.

Ce cadre juridique doit être complété par des actes réglementaires concernant la légitimité de la signature de l'arrêté par monsieur le préfet de la Réunion et notamment le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements.

Par la décision E21000030/97 du 07 octobre 2021, le Magistrat Délégué du Tribunal Administratif de la Réunion a désigné Mme Béatrice VITTOZ en qualité de commissaire enquêteur.

DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

A l'issue d'une enquête publique ayant duré 31 jours du 22 novembre au 22 décembre 2021 inclus, il apparaît que :

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2021, le dossier a été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, soit du 22 novembre au 22 décembre 2021 inclus, dans la mairie de l'Étang-Salé siège de l'enquête, où le public a pu prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture, et formuler ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre prévu à cet effet, et adresser toute correspondance au siège de l'enquête. Les observations pouvaient également être déposées par courriel à l'adresse électronique dédiée sur le site de la préfecture de la Réunion.

Le commissaire enquêteur a assuré les 5 permanences prévues par l'arrêté préfectoral conformément au tableau ci-dessous :

Le lundi 22 novembre 2021	de 9 heures à 12 heures
Le vendredi 3 décembre 2021	de 9 heures à 12 heures
Le mardi 7 décembre 2021	De 13 heures à 16 heures
Le jeudi 16 décembre 2021	De 9 heures à 12 heures
Le mercredi 22 décembre 2021	De 13 heures à 16 heures

CONCERNANT LA PUBLICITÉ

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et dans les délais prescrits les avis ont été publiés et l'affichage a été effectué réglementairement. Cette publicité réglementaire a été complétée par l'insertion de l'avis d'enquête sur le site internet de la mairie et du pétitionnaire.

OBJECTIF DE L'ENQUÊTE

L'enquête parcellaire, conduite du 22 novembre au 22 décembre 2021 inclus, conjointement à l'enquête préalable de Déclaration d'Utilité Publique et à la mise en conformité des documents d'urbanisme, vise à déterminer les parcelles indispensables à acquérir pour la réalisation des travaux.

Le but de la présente enquête consiste également à identifier les propriétaires de ces parcelles et à leur notifier le dépôt en mairie du dossier d'enquête parcellaire.

Pour mener à bien cette démarche dans le respect de la propriété d'autrui, l'enquête parcellaire a un caractère contradictoire : les propriétaires présumés sont appelés individuellement à prendre connaissance du dossier d'enquête dans la mairie qui en est dépositaire.

Ils sont admis à discuter de la localisation et de l'étendue de l'emprise et ce, obligatoirement par écrit.

APPRÉCIATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

- SUR LE DOSSIER

Dans le dossier d'enquête présenté au public, le commissaire enquêteur n'a éprouvé aucune difficulté à suivre le plan général des travaux, en corrélation avec le plan parcellaire et l'état parcellaire.

- SUR LA CONTRIBUTION DU PUBLIC

Quatre observations émanant de propriétaires concernés par l'enquête parcellaire ont été déposées durant l'enquête (3 notées sur le registre et l'autre sous forme de courrier remis en main propre au commissaire enquêteur). Deux observations ont trait à l'aspect financier de la procédure, une observation est émise par une famille qui refusait jusqu'à ce que je la rencontre de céder leur parcelle. Et, enfin une observation a été déposée par des propriétaires venus vérifier que les plans étaient bien conformes avec l'accord qu'ils ont passé avec le prestataire en charge des négociations d'achat. A noter que le projet n'impacte aucune propriété bâtie.

- SUR LA NOTIFICATION AUX PROPRIÉTAIRES

D'après le tableau et les pièces (Accusés de Réception) fournis par le pétitionnaire, les notifications faites aux différents propriétaires ont bien été réalisées. Il appartiendra toutefois à l'autorité de la cessibilité d'en vérifier le bien-fondé avec les accusés de réception qui ne manqueront pas de lui être remis.

Seize propriétaires ont été avisés de l'ouverture de l'enquête publique par un courrier recommandé. Un propriétaire a refusé le recommandé.

Deux courriers destinés à des propriétaires dont l'adresse était inconnue ont été affichés en mairie pendant toute la durée de l'enquête (cf. certificat d'affichage en PJ annexe). Cet affichage a été vérifié par le commissaire enquêteur.

L'ensemble de la procédure a bien été respectée.

CONCLUSION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le commissaire estime que les emprises sollicitées dans l'état parcellaire sont nécessaires à la réalisation du projet.

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Pour les motifs suivants :

Vu,

- le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les pièces du dossier en appui de la demande d'autorisation et de soumission à l'enquête publique et relatif à la demande de déclaration d'utilité publique du projet,
- la décision E21000030/97 du Magistrat Délégué du Tribunal Administratif de la Réunion, en date du 7/10/2021, désignant Mme Béatrice Vittoz en qualité de commissaire enquêteur,
- l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2021 de monsieur le Préfet de la Réunion,
- le déroulement de l'enquête qui s'est tenue du 22 novembre au 22 décembre 2021.

Considérant :

Sur la forme et la procédure de l'enquête,

- que les publicités légales de l'annonce de l'enquête ont été réalisées conformément à la réglementation et qu'elles ont été constatées par le commissaire enquêteur,
- que le dossier d'enquête a été mis en ligne sur le site internet de la préfecture de la Réunion,
- que les documents contenus dans le dossier soumis à l'enquête publique ont permis au public de disposer d'une information complète et détaillée, lui permettant de s'informer correctement,
- que le public a pu accéder au dossier et au registre d'enquête, sans restriction, pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie,
- que l'intégralité des permanences a été tenue par le commissaire enquêteur,
- que les termes de l'arrêté préfectoral ayant organisé l'enquête ont été respectés,
- que la procédure du porter à connaissance des propriétaires et titulaires de droits réels concernés par le tracé a été effectuée conformément à la réglementation,
- que le commissaire enquêteur n'a à rapporter aucun incident notable qui aurait pu perturber le bon déroulement de l'enquête.

Sur le fond de l'enquête :

- que le projet d'aménagement d'un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), à déclarer d'utilité publique, nécessite pour la réalisation des travaux, l'acquisition de parcelles ou partie de parcelles de propriété privées ou publiques,
- que les biens nécessaires à la réalisation du projet, tels qu'ils figurent dans le projet DUP, ont été situés sur le plan parcellaire, leurs propriétaires identifiés,
- que le projet n'est pas remis en cause par l'enquête parcellaire,
- quatre observations concernant l'enquête parcellaire ont été consignées ou annexées au registre d'enquête publique,
- que la mise en compatibilité des documents d'urbanisme ne porte que sur l'ensemble des aménagements et besoins nécessaires au projet.

Après analyse du dossier et des observations du public, le commissaire enquêteur émet :

Un **AVIS FAVORABLE** à la déclaration de cessibilité nécessaire à la réalisation des travaux et concernant les parcelles figurant sur l'état parcellaire.

A Saint-Denis le ,23 janvier 2022

Le commissaire enquêteur
Béatrice Vittoz

